

ETAT D'AVANCEMENT DU PROJET - 31 DECEMBRE 2007

Entités des NU chargées de mise en œuvre : PNUD		Domaine Prioritaire : Droits de l'Homme et Justice	
Ministère de tutelle : Ministère de la Justice			
No du Projet : PBF/BDI/C-2		Titre du projet : <i>Réduction des violences et suppression des règlements de compte par la relance du Programme national de constat et d'exécution des arrêts et jugements rendus par les cours et tribunaux accompagné du renforcement des capacités de l'appareil judiciaire.</i>	
Couverture géographique	Tout le pays		
Budget approuvé	1.000.000 USD		
Date d'approbation/NY	19 avril 2007		
Date de démarrage	04 octobre 2007	Date prévue pour la clôture du projet	04 octobre 2008
Retard éventuel (mois)	3 mois	Commentaires	Retard de 3 mois dû à l'exécution tardive des activités dont le Gouvernement du Burundi est responsable : désignation des formateurs, actualisation de l'inventaire des dossiers, mise en place de la structure d'appui au niveau du Ministère.

Réalisations par rapport aux objectifs et aux résultats

Résultats attendus	Activités prévues	Réalisations
Résultat 1 : Les capacités matérielles et humaines des cours et tribunaux sont renforcées pour assurer les descentes sur les lieux;	<ul style="list-style-type: none"> • Commande de 18 Véhicules, • Location de 11 véhicules additionnels • Elaboration des modules • -Formation et mise en place des unités de gestion • Mise en place du Comité technique de suivi du projet • - Formation du personnel de la magistrature 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation et mise en place des unités de gestion (septembre) • Mise en place Comité technique de suivi du projet (septembre) • Deux modules des formations disponibles • Formation de 500 personnes (magistrats, huissiers et greffiers) organisée.
Résultat 2 Les bénéficiaires des décisions judiciaires sont remis dans leurs droits à travers la planification et l'exécution définitive de 60% des 4020 dossiers pendants	<ul style="list-style-type: none"> • Elaboration du plan programme d'exécution • Préparation des réunions entre Cour Suprême/ Chefs de Jurisdiction/Administration 	<ul style="list-style-type: none"> • Plan programme d'exécution élaborée. • Réunions de préparation Cour Suprême/ Chefs de Jurisdiction/Administration est en cours de préparation
Résultat 3 : Le retard dans le constat des affaires en instance est résorbé à travers la planification et l'instruction de 75% des 3087 dossiers qui nécessitent l'instruction sur les lieux pour être jugées.	Actualisation de l'inventaire des dossiers	Actualisation de l'inventaire des dossiers effectuée (Août-septembre)
Taux d'exécution budgétaire : 79.62%		

Appréciation qualitative par rapport aux objectifs et aux résultats

- Le renforcement des capacités humaines et techniques fait à travers les formations et la mise à disposition des moyens logistiques permettra de : (i) remettre les bénéficiaires des décisions judiciaires dans leurs droits à travers la planification et l'exécution définitive de 60% des 4.020 dossiers pendants, (ii) actualiser et inventorier les dossiers effectués/à poursuivre en raison de l'accroissement des décisions rendues. Toutefois, les niveaux de formation nettement différents entre magistrats exige des formations en cours d'emploi pour ceux qui ont un faible niveau.

- La sensibilité de certains dossiers judiciaires nécessite une sensibilisation de toute la population pour une adhésion à ce programme capital pour la consolidation de la paix.
- Il y a une très bonne collaboration entre le BINUB et le Ministère de la Justice.